Episode 2 : Pour une théorie de la classe moyenne salariée

Ainsi que nous l'avons dit dans Vessies et Lanternes, nous pensons qu'il est possible de définir de façon théorique la classe moyenne salariée (CMS). Cela consiste à placer cette catégorie de la population dans la mécanique de la reproduction du rapport prolétariat/capital. La CMS a une fonction organique dans cette reproduction. Elle n'est pas juste une couche, définie de façon forcément imprécise par son niveau de vie, qui serait proche tantôt du prolétariat, tantôt de la bourgeoisie. Le capital a besoin de la CMS, et fait ce qu'il faut pour la reproduire afin qu'elle assume toujours sa fonction. Il s'agit donc de comprendre la position et le rôle de la CMS dans la production et la circulation de la plus-value.

1 – La petite-bourgeoisie d'après Baudelot, Establet et Malemort

1.1 – Salaire et valeur de la force de travail de la classe moyenne

Baudelot, Establet et Malemort (*La petite bourgeoisie en France*, Ed. Maspero, 1974.), trois auteurs marxistes traditionnels, traitent la question de la CMS de façon plus empirique que théorique, mais fournissent un point d'attaque convaincant. Leur méthode consiste à comparer la valeur de la force de travail des membres de la classe moyenne avec leur salaire effectif. Ils trouvent une différence, qui est définitoire de la classe moyenne. Résumons leur façon de procéder.

Comment comprendre la hiérarchie des salaires de l'ouvrier à l'ingénieur ? Le capital paie-t-il plus cher ce dernier parce que la production de sa force de travail est plus onéreuse que celle de l'ouvrier ? BEM répondent oui et non. Pour eux, la hiérarchie des salaires n'est pas entièrement justifiée par les écarts de valeur entre les différentes forces de travail. Le capital paie la force de travail de l'ingénieur à sa valeur (le coût de sa reproduction), mais il ajoute un supplément, qu'ils analysent comme une *rétrocession* de plus-value. Les travailleurs productifs de la CMS consacrent une partie de leur journée à reproduire la valeur de leur force de travail, et la valeur qu'ils produisent au-delà est, par définition, de la plus-value. Une partie de cette plus-value est rétrocédée à la CMS. Pour les travailleurs non-productifs de la CMS, la rétrocession se fait au travers de mécanismes redistributifs impliquant entre autres l'État.

Voici comment BEM procèdent à leur démonstration :

En 1973, la hiérarchie des salaires est estimée comme suit (p. 163) :

Cadre administratif supérieur	6800 F/m
Ingénieur	6000
Ouvrier qualifié	1660
Ouvrier spécialisé	1320
Manœuvre	1110

BEM posent alors la question : quelles sont les bases économiques de la hiérarchie des

salaires ? Correspond-elle à des différences dans la valeur des différentes forces de travail ? Pour répondre, BEM vont procéder à l'estimation de ces différentes valeurs, en prenant soin de faire des hypothèses allant à l'encontre de leur point de vue, c'est-à-dire en maximisant la valeur de la force de travail des professions les mieux payées. Plus leurs estimations de la valeur de la force de travail sont élevées, moins leur idée que le salaire de la CMS comporte un supplément est valide. Cependant, malgré leurs hypothèses maximisantes, ils n'arrivent pas à faire coller ce qu'ils considèrent comme la valeur de la force de travail avec les salaires observés. Ils trouvent toujours que le salaire est supérieur à la valeur de la force de travail des membres de la CMS.

Pour calculer la valeur de la force de travail, ils la décomposent en ses différents éléments, à savoir :

- Usure de la force de travail: nourriture, logement, détente, soins médicaux, etc.
- Qualification : frais de formation initiale, frais de formation continue
- Reproduction familiale : éducation des enfants, entretien du conjoint, etc.

Composition de la valeur de la force de travail de l'ingénieur (chiffres 1969):

Usure de la Force de Travail : BEM font l'hypothèse que les besoins de l'ingénieur pour lutter contre l'usure de la force de travail sont les mêmes que pour l'ouvrier qualifié (p. 216). Ils choisissent le salaire d'un ouvrier qualifié (OQ) parce que celui-ci correspondrait exactement à la valeur de sa force de travail. Ils font reposer cette hypothèse sur des données statistiques de consommation. Faut-il entendre par là que le salaire de l'OQ est le salaire ouvrier le plus proche d'un salaire d'encadrement sans inclure de « rétrocession » ? Ou bien faut-il admettre que le salaire de l'OS est inférieur à la valeur de sa force de travail ? Les deux hypothèses sont recevables, mais BEM ne s'expliquent pas là-dessus. Il ne s'agit pas ici de comparer leurs consommations effectives, mais de donner une valeur à ce dont ils ont besoin pour se reproduire immédiatement. BEM font l'hypothèse que l'ingénieur a besoin d'autant de calories, de la même surface habitable, etc. que l'OQ. La force de travail de l'ingénieur s'use de la même façon, à la même vitesse, que celle de l'OQ. Cet élément de la valeur de la force de travail (usure immédiate) est donc le même chez l'OQ et l'ingénieur. Tel est le postulat de BEM.

Qualification : Conformément à leur principe de maximiser la valeur de la force de travail des salariés de la CMS, BEM posent que les frais de leur formation initiale sont à leur charge, et non à celle de l'État. Or c'est l'État qui finance la formation initiale des travailleurs dans un grand nombre de pays, et notamment en France, d'où BEM tirent leurs données chiffrées. Pour évaluer les frais de formation initiale, ils utilisent les données de l'Éducation Nationale :

Coût de la formation d'un ingénieur : 66,000 F

Coût de formation d'un OQ : 11,300 F

Ce qui, calculent-ils, donne un supplément de valeur pour la force de travail de l'ingénieur équivalent à 114 F/mois tout au long de sa vie active. À cela, il faut ajouter les frais d'entretien du jeune pendant les dix ans d'études que l'ingénieur fait en plus par rapport à l'OQ. Cela équivaut à un incrément de valeur de la force de travail de 375 F/m. Cependant, ce n'est pas l'ingénieur qui paie ces montants, mais ses parents. Or lui-même a des enfants, et il doit payer pour leurs études. Le calcul consiste donc à transférer la valeur de sa formation initiale à celle de la formation de ses enfants. BEM posent que l'ingénieur paie les études de deux enfants, soit au final (114+375) x 2 = 980 F/m

Frais de formation continue : BEM posent qu'il n'y en a pas pour l'OQ et que ceux de l'ingénieur correspondent entièrement au poste culture-loisir de sa consommation, soit 86 F/m.

Reproduction familiale : BEM estiment que les ménages d'ouvriers qualifiés et d'ingénieurs ont le même nombre d'enfants, et ont donc besoin de la même surface habitable, du même mobilier, etc. La seule différence importante entre l'OQ et l'ingénieur se trouve dans les frais d'étude des enfants, traités au paragraphe précédent.

Au final, la valeur de la force de travail de l'ingénieur est estimée comme suit (p. 221) :

Valeur incluse dans toute force de travail (sal. OQ)	1125
Frais supplémentaires	
Usure supplémentaire	0
Qualif. supplémentaire initiale	980
Qualif. supplémentaire continue	86
Reproduction familiale	0
Total	2191

La valeur de la force de travail de l'ingénieur est donc estimée à 2191 F/mois. Or, en 1969, le salaire moyen d'un ingénieur est de 3832 F/m. Ce salaire contient donc 1632 F de plus-value. Le salaire de l'ingénieur est composé à 42,6 % de plus-value « rétrocédée ».

Nos auteurs concluent de cette analyse que les « petits-bourgeois » sont ceux qui, en raison de leur place dans les rapports de production, « se voient rétrocéder par la bourgeoisie une fraction de la plus-value » (p. 224). Ou encore : « Sont petits-bourgeois tous ceux qui ne sont pas des capitalistes et qui perçoivent comme revenu, quelle que soit la forme de ce revenu (salaire, bénéfice commercial, honoraire, traitement), une somme d'argent supérieure à la valeur de leur force de travail ». (id). Nous reviendrons plus loin sur les notions de petite-bourgeoisie et de rétrocession de plus-value.

Ensuite, BEM appliquent les calculs précédents à toutes sortes de catégories socio-professionnelles, ce qui donne :

	Salaire ou Revenu (francs/m)	% plus-value dans le salaire
Cadre admin. Sup.	4468	55,4
Ingénieur (*)	3882	47,9

Prof. agrégé	2882	41,0
Cadre admin. moyen	2437	43,0
Prof. certifié	2115	24,0
Technicien	1899	26,7
Instituteur	1494	6,9
Employé	1240	0,0
Professions libérales	4875	54,0
Gros commerçant	3165	60,0
Petit commerçant	1532	19,5

(*) base de calcul légèrement différente de celle retenue plus haut

On constate que, plus le revenu est élevé, plus la part de plus-value qu'il contient est grande. Les trois dernières lignes du tableau concernent des professions non salariées. À notre avis, il n'est pas légitime de les inclure dans l'analyse de la « rétrocession » de plus-value. On verra plus loin pourquoi.

1.2 – Surconsommation et accumulation de réserves dans la CMS

BEM déduisent des chiffres qu'ils utilisent que, en 1968, la « petite-bourgeoisie » représente 17% de la population active, contre 70% pour le prolétariat au sens large (y compris employés et techniciens « quasi-prolétaires », notamment, pp. 150-152). Bien que minoritaire, la « petite bourgeoisie » occupe plus de « surface sociale » à cause de sa surconsommation. La « petite bourgeoisie » achète plus, occupe de plus grands logements, roule dans de plus grosses voitures, etc. Cette constatation de BEM est intéressante au sens où elle fait de la société dite de consommation un phénomène propre à la classe moyenne. Elle l'est moins quand ils s'appuient dessus pour dénoncer la consommation de luxe et appeler au recentrage de la production sur les besoins réels des ouvriers, après la révolution (pp. 244-245).

La surconsommation est permise par le fait que le revenu des « petits-bourgeois » comporte une part de plus-value. Cette part permet aussi de faire de l'épargne, de constituer un patrimoine.

« Consommation de luxe et surtout accumulation [d'un patrimoine] sont les deux preuves principales que le petit-bourgeois se voit rétrocéder par le capitalisme une part de plus-value » (p. 248). Ce sont aussi les signes distinctifs de la classe moyenne par rapport au prolétariat. Mais BEM ne sont pas très précis sur le terme de « consommation de luxe ». S'ils désignent par là tout ce que l'ouvrier ne peut pas s'acheter, le terme est impropre, et il vaut mieux parler de surconsommation (logement plus grand, vacances plus lointaines, voitures plus puissantes, etc.). S'ils veulent parler de la consommation de produits de luxe, ceux qui sont fabriqués par l'industrie du luxe, ils désignent un segment trop étroit de la consommation. En effet, bien des ménages de la CMS qui surconsomment n'ont pas les moyens de s'acheter des produits de luxe.

1.3 – Les trois fractions de la petite bourgeoisie

BEM distinguent trois fractions dans la petite bourgeoisie (p. 252). Numériquement, en 1968, les trois fractions sont à peu près égales, à 1,1-1,2 million, sur une population active totale de 20,4 millions, dont 7 millions d'ouvriers (p. 52) et 13 millions de prolétaires au sens large (p. 303). La distinction entre les fractions se fait en fonction de :

- la situation de classe, définie par la position dans les rapports de production et le lieu du pompage de la plus-value

- la position de classe, définie par le rôle joué dans les luttes sociales et la stratégie collective adoptée dans le cadre de l'affrontement prolétariat/capital.

1.3.1 – Les petits commerçants

Ils constituent ce que BEM appellent la fraction I de la petite-bourgeoisie. Ils insistent pour séparer les petits commerçants des artisans. Ces derniers ont été rapidement liquidés par le capital parce qu'il avait besoin d'ouvriers. Le petit commerce, au contraire, a eu un rôle positif et durable dans la réalisation de la valeur et la collecte de la plus-value. Avant l'introduction de l'automobile, il fallait livrer les marchandises dans les quartiers d'habitation, non loin des consommateurs. Le commerce de proximité était nécessaire. Après la deuxième guerre mondiale le rôle du petit commerce décline, sans toutefois disparaître complètement.

Pour BEM, cette fraction a une forte identité économique et sociale. Elle se caractérise par son opposition à la classe ouvrière aussi bien qu'au capital. Mais elle est appelée à se prolétariser. Curieusement, BEM associent les professions libérales à cette fraction. Elles auraient en commun d'être indépendantes, de droite et pour la liberté des prix.

On remarque que la fraction I regroupe des petits-bourgeois non salariés.

1.3.2 – les fractions II et III

Ces fractions regroupent les petits bourgeois salariés.

Fraction II : petits-bourgeois d'encadrement du service public

Fraction III : petits-bourgeois d'encadrement de la production, du commerce, des banques et assurances.

BEM examinent la *situation* de classe de chaque fraction. Le pompage de la plus-value dont bénéficie la fraction II ne se fait pas au niveau la production de la plus-value, comme c'est le cas pour la fraction III. Il ne se fait pas non plus au niveau de la réalisation de la plus-value, comme c'est le cas pour la fraction I. Il se fait dans un processus redistributif assuré par l'État selon des grilles rigides et anonymes (pas de marché du travail des fonctionnaires, pas de négociation individuelle de salaire).

À l'analyse en terme de situation de classe, BEM ajoutent celle en terme de position de classe. Ils font en quelque sorte correspondre la situation de classe à l'expression politique

de chaque fraction. Ainsi, la fraction II est plutôt à gauche, susceptible d'alliance avec le prolétariat. La fraction III est plutôt à droite.

En résumé :

- La fraction I est réactionnaire, bien organisée syndicalement et politiquement (Poujade, Nicoud)

- La fraction II est progressiste. Elle rejoint le prolétariat dans l'opposition au grand capital sur des questions comme l'éducation et la santé. Mais « rien ne la prépare à comprendre l'idée centrale du socialisme : la dictature du prolétariat » (p. 293).

- La fraction III est à droite, peu organisée, peu active syndicalement et politiquement. Elle se développe numériquement parce que le capital a besoin de plus en plus de travail intellectuel hautement qualifié au fur et à mesure qu'il approfondit la déqualification du travail manuel.

2 – Limites du modèle de Baudelot, Establet et Malemort

Les analyses de BEM fournissent un cadre général intéressant, mais posent aussi plusieurs problèmes.

2.1 – Mise à jour des chiffres

Selon Baudelot, en 2016, il n'existe pas de mise à jour des chiffres que lui et ses collègues ont établis au début des année 1970. Il est exclu que nous procédions à une telle mise à jour. Nous ne retenons ici de leurs travaux que la méthode reposant sur l'évaluation de la différence entre valeur de la force de travail et salaire. Et nous estimons que les résultats avec des chiffres mis à jour ne seraient pas qualitativement différents. Quantitativement, ils seraient probablement plus que confirmés. La CMS est plus nombreuse, la hiérarchie des salaires s'est agrandie, et les écarts de consommation et d'épargne se sont renforcés. On peut donc raisonnablement admettre que l'écart entre le salaire et la valeur de la force de travail de la CMS serait aujourd'hui confirmée par les chiffres.

2.2 – Salaire net ou masse salariale ?

BEM utilisent dans leurs recherches la variable des salaires nets, « ce qu'il y a en bas de la fiche de paie ». Nous ne voyons pas pourquoi ils n'incluent pas les cotisations sociales (part patronale et part salariale), qui font partie de la valeur de la force de travail (salaire indirect) et les autres composantes du salaire socialisé (les allocations familiales, les APL, les réductions d'impôts, etc.). Les sommes que salariés et patrons versent comme cotisations sociales (maladie, vieillesse, accidents du travail…) constituent des primes d'assurance. Elles représentent l'achat d'un service, qui est une des marchandises considérées, dans de nombreux pays, comme faisant partie des subsistances nécessaires à la reproduction de la force de travail. La division entre part salariale et part patronale ne doit pas faire illusion. Ce n'est qu'une convention établie par l'usage et la négociation. Ce

qui compte dans l'évaluation de la valeur de la force de travail, c'est la somme des deux parts, c'est-à-dire la masse salariale que le patron doit débourser pour embaucher. Dans l'évaluation de la valeur de la force de travail, BEM négligent donc la protection sociale. Cela modifie-t-il les résultats auxquels ils parviennent ?

En ce qui concerne les salaires de la classe moyenne, les prélèvements part salariale et part patronale s'appliquent indistinctement aux deux composantes du salaire, celle qui correspond à la valeur de la force de travail et celle qui correspond au supplément. Or, si on applique la même variation du taux de prélèvement aux deux parties du salaire, l'écart entre valeur de la force de travail et salaire total restera proportionnellement le même. Si un salaire net de cadre comporte, dans les calculs de BEM une portion de plus-value de 40%, l'application à ce salaire d'un taux de cotisations sociales de 60% s'appliquera de façon égale aux deux composantes du salaire, sans changer la part relative de plus-value qu'il contient.

Il faut aussi remarquer que nos auteurs ne tiennent pas compte des retraites. Celles-ci ne font-elles pas partie de la masse salariale que le capital doit verser aux travailleurs, et n'augmentent-elles donc pas les dépenses des capitalistes pour leur main d'oeuvre? En fait, ce n'est pas le cas, du moins si on fait l'hypothèse que les régimes de retraite sont à l'équilibre, de sorte que la pension que touche le retraité est égale aux cotisations qui ont été versées pendant sa vie active au titre des cotisations salariales et patronales. On est alors ramené au cas traité dans le paragraphe précédent.

2.3 – Petite-bourgeoisie et classe moyenne salariée

BEM sont opposés à l'emploi du terme de classes moyennes. Nous y sommes favorables au contraire, notamment parce qu'ils font une erreur dans l'analyse des trois fractions qu'ils trouvent dans la « petite-bourgeoisie ».

En effet, ils considèrent que la fraction I (petits commerçants, professions libérales) bénéficient d'une rétrocession de plus-value de la part du capital. C'est faux. La fraction I est constituée de (très) petits capitalistes, et la plus-value dont ils bénéficient leur parvient normalement par la péréquation à laquelle ils participent, comme tout capital commercial. En fait, ce sont eux les seuls vrais petits-bourgeois, au sens de petits capitalistes. C'est pourquoi ils sortent du cadre de notre analyse, et cela pour deux raisons. La première est que cette catégorie sociale est en déclin très net, notamment les petits commerçants (voir les chiffres dans l'Épisode 1). La deuxième est que ces petits capitalistes sont en même temps travailleurs et propriétaires, et qu'il leur revient de partager leur revenu brut entre amortissement, salaire et profit. Dans ces conditions, le mécanisme de la soi-disant rétrocession de plus-value ne s'applique pas. Si notre étude exclut la petite-bourgeoisie au sens propre, il reste pour la classe moyenne *salariée* la distinction faite par BEM entre fractions II (encadrement de la reproduction du capital par le service public) et III (encadrement de la production et de la circulation du capital dans le secteur privé).

Les trois fractions sont la base d'une stratégie politique de la part de BEM, qui cherchent à fonder des alliances que les organisations ouvrières pourraient nouer ou non avec telle ou telle partie de la « petite-bourgeoisie » pour parvenir à la conquête de l'Etat. Ces considérations ne nous intéressent pas. Par ailleurs, les deux fractions qui nous restent ont-

elles encore les orientations politiques générales que BEM leur attribuent ? Ce n'est pas sûr. En effet, nos auteurs placent la fraction II plutôt à gauche (alliance possible) et la fraction III plutôt à droite (pas d'alliance). Or la gauche et la droite sont à présent elles-mêmes clivées par l'impact de la mondialisation du capital. Dans le secteur public, traditionnellement plutôt à gauche, une partie des fonctionnaires est favorable à la mondialisation et au libéralisme. Elle peut être à droite, en opposition à d'autres fonctionnaires qui veulent défendre le service public contre les privatisations que demandent les firmes multinationales, et qui restent fidèle à une gauche, parfois teintée de souverainisme. Dans le secteur privé, plus volontiers à droite, une partie de l'encadrement, surtout dans les PME, craint la concurrence des mêmes sociétés multinationales et opte aussi parfois pour un repli souverainiste (de droite ou de gauche), tandis qu'une autre partie reste fidèle à la droite libérale. On voit que la distinction entre fraction II et III reste peut-être utile pour l'analyse sociologique, mais pas pour l'analyse politique.

2.4 – « Rétrocession » de plus-value ou sursalaire ?

Rétrocession est le terme que BEM utilisent pour rendre compte du versement d'un surcroît de salaire aux salariés de la classe moyenne. On comprend : ces salariés ont travaillé, ont produit de la plus-value, et les capitalistes décident d'en rendre une partie. Cela suppose en premier lieu que l'ensemble de ces travailleurs de la classe moyenne est productif. Il n'en est rien, pas plus que dans le cas du prolétariat. Comme la partie improductive des travailleurs de la CMS n'a pas produit de plus-value, il n'y a pas lieu de leur en *rétrocéder* une part. De façon générale, le capital consacre la plus-value qu'il extrait des travailleurs productifs à différents usages, dont la constitution de capitaux improductifs employant des salariés improductifs. L'idée de rétrocession de plus-value aux travailleurs improductifs (prolétaires et cadres) n'a pas de sens dans ce cas. Il s'agit simplement d'un investissement improductif. Revenons aux salariés de la classe moyenne, productifs et improductifs. Le supplément de salaire qu'ils touchent en tant qu'encadrement capitaliste n'est qu'un autre usage possible de la plus-value sociale disponible. De même qu'ils stérilisent une partie de la plus-value sociale à des usages improductifs mais nécessaires (police, armée, banques…), de même les capitalistes en consacrent une partie à verser un *sursalaire* aux salariés de la classe moyenne. « Sursalaire » nous paraît être un terme préférable à « rétrocession », en particulier parce qu'il fait que la plus-value ajoutée à la valeur de la force de travail n'apparaît pas comme telle. On ne peut pas la distinguer dans le total du salaire, et c'est la source de bien des erreurs et illusions. La plus-value n'apparaît jamais comme telle dans la société capitaliste, mais toujours sous la forme de ses fractions, comme revenus de différents types de propriété (profit, intérêt, rente). Le sursalaire va encore plus loin dans l'illusion, puisqu'il fait passer un revenu du capital pour un revenu du travail. Dans tout cela, donc, le sursalaire n'est pas une rétrocession de plus-value, mais un autre usage improductif de la plus-value sociale disponible (il y en a beaucoup d'autres). Deux questions se posent immédiatement :

2.4.1 – Pourquoi le sursalaire ne fait-il pas partie de la valeur de la force de travail ?

Voici comment se présente la journée de travail d'un travailleur de la classe moyenne. Comme toujours dans ce genre de décomposition, on considère que le travailleur est productif. La prise en considération des travailleurs improductifs ne change pas le

raisonnement sur le fond.

|————TN————-||——-SS———|————Pl————|

Dans une première partie de sa journée, le travailleur produit la valeur des marchandises nécessaires à la reproduction de sa force de travail. C'est la partie du travail nécessaire (TN). Dès que cette première partie est achevée, le travailleur travaille gratuitement pour son patron. Il n'y a là-dessus pas de différence entre un travailleur de la classe moyenne et un prolétaire, étant entendu que tous deux sont productifs[1] dans le raisonnement qui nous occupe ici. Durant toute leur journée de travail, l'ingénieur et l'ouvrier participent, chacun dans son rôle, à la production de la marchandise qui les concerne, en tant que membres du travailleur collectif. L'ouvrier produit des chaussures, l'ingénieur conçoit la machine sur laquelle l'ouvrier travaille. Mais de plus, l'ingénieur « encadre » l'ouvrier. Il vérifie qu'il utilise la machine de façon correcte, qu'il ne gaspille pas de matières premières, etc. Cette activité, qui ne produit pas de valeur, fait typiquement partie du travail de surveillance que le capitaliste exerce sur ses travailleurs. Nous appelons cette activité *non-travail* en tant qu'activité propre à la classe qui ne travaille pas, mais est propriétaire des moyens de production. Être propriétaire ne signifie pas être oisif pendant que le travailleur produit pour vous. Le propriétaire ne travaille pas, mais il doit constamment s'activer pour vérifier que ceux qu'il exploite travaillent au maximum. Cette activité fait partie de ce que nous appelons le non-travail, au même titre que le loisir et la jouissance des propriétaires. Le travail d'encadrement, enchâssé dans le travail productif de l'ingénieur, est en réalité du non-travail, activité consistant à faire travailler le travailleur, à organiser son travail pour en maximiser le rendement, etc.[2] La propriété capitaliste, qui, en tant que propriétaire des moyens de production et exploiteuse du travail, a l'apanage de ce non-travail, en délègue une partie à l'encadrement, et lui verse un sursalaire (SS) pour s'assurer qu'il le fait malgré sa non-participation au partage des profits. On ne parle pas ici des plus hauts dirigeants d'entreprise, qui sont associés au capital par les paquets d'actions qu'ils détiennent et/ou reçoivent en prime de leurs services. On parle de tout le personnel qui, en plus de produire ou faire circuler la valeur, voire de façon exclusive, intervient à tous les niveaux pour que la production et la circulation se déroule de façon fluide, sans à coups ni interruption. Il s'agit de tous les contremaîtres, chefs de service, petits cadres, ingénieurs, etc. Une grande partie du personnel de la fonction publique peut être incluse dans cette population.

Le sursalaire ne constitue donc pas la couverture d'une marchandise nécessaire à la reproduction de la CMS en tant que telle. Dans sa consommation, le prolétaire dépense son salaire pour se reproduire en tant que travailleur disponible sur le marché. À l'opposé, la surconsommation n'ajoute rien aux capacités productives de l'ingénieur. Tout ce qui concerne sa reproduction en tant qu'ingénieur est déjà pris en compte dans la partie « valeur de la force de travail » de son salaire. Ce qui est une façon de dire que le sursalaire ne rétribue pas du travail nécessaire. Il est une partie des revenus du capital (la plus-value) que celui-ci ajoute aux salaires de la CMS au titre de la délégation de la tâche d'encadrement du travail qui revient normalement aux capitalistes.

2.4.2 – Pourquoi le capital paie-t-il les salariés de la classe moyenne plus que la valeur de leur force de travail ?

Le sursalaire est donc une portion de plus-value que les capitalistes versent à ceux qu'ils

emploient pour faire une partie de *leur* boulot. Pourquoi le font-ils, puisqu'ils ont déjà payé l'ingénieur, le chef de service, etc. à la valeur de leur force de travail, c'est-à-dire suffisamment pour qu'ils se reproduisent ? S'ils ne le faisaient pas, l'ingénieur serait un prolétaire, au sens où il ne disposerait que de quoi se reproduire comme ingénieur, sans réserves en plus. On peut certes concevoir un ingénieur ou un contremaître prolétaires. Ils seraient payés au niveau de la valeur de leur force de travail, ne pourraient ni surconsommer ni constituer de réserves. Ils se consacreraient à la partie technique, productive, de leur travail, qu'ils feraient plus ou moins bien comme tout prolétaire. Mais ils n'auraient aucune raison de pousser les autres au travail. Ils n'en n'auraient pas non plus le pouvoir. C'est le sursalaire qui matérialise ce pouvoir, qui confère l'autorité et l'identification à l'entreprise. C'est lui qui permet au cadre de réprimander, voire de licencier, sans trop d'états d'âme. La position hiérarchique du cadre licencieur, explicitée par le sursalaire, rassure ce dernier sur le fait qu'il agit pour le bien de l'entreprise, et donc pour le bien commun (même en cas de suicides, voir le cas de France Télécom en 2008-2009). C'est donc le sursalaire qui associe le cadre à la gestion de l'exploitation du travail.

Dans *Entre bourgeoisie et prolétariat : l'encadrement capitaliste* (L'Harmattan, 1989) Alain Bihr arrive à la même conclusion après quelques hésitations. Il commence par expliquer que le surcroît de valeur dans les salaires de la CMS dérive du monopole que celle-ci aurait sur le savoir acquis au lycée et surtout à l'université et dans les grandes écoles. C'est douteux. Pour Bihr, le système scolaire est construit de telle façon que la classe ouvrière ne puisse pas accéder aux savoirs nécessaires pour l'encadrement capitaliste. Par contrecoup, la classe moyenne dispose d'un monopole sur ces savoirs. Mais il hésite, car il ajoute aussitôt que « parler de rente de savoir à propos de la « survaleur » incorporée au salaire de l'encadrement n'est pas totalement satisfaisant » (p.199). Son raisonnement est le suivant : « le savoir socialement nécessaire (à la reproduction du capital) se concentre dans cette classe [moyenne] dans l'exacte mesure où ces rapports [sociaux capitalistes] en dépossèdent tous ceux que les membres de cette classe ont pour fonction d'encadrer. En ce sens, la « survaleur » incorporée dans le salaire est moins une rente de savoir qu'une rente de pouvoir.» (p. 200). Et pour finir, Bihr conclut que le surcroît de salaire de la CMS est une façon pour le capital de s'assurer les bons et loyaux services de ceux qui ont pour tâche de faire appliquer les ordres et la discipline capitalistes.

Le sursalaire est « pour la classe dominante une façon simple, bien qu'économiquement coûteuse, d'intéresser, au sens le plus immédiat du terme, l'encadrement capitaliste à l'exercice de la domination du capital ». (p. 200)

C'est l'explication à laquelle nous parvenons aussi en montrant que la CMS se voit déléguer une partie de la fonction disciplinaire qui revient normalement aux propriétaires des moyens de production. La classe moyenne salariée touche un sursalaire qui est en même temps une prime de soumission (au capital) et une prime d'autorité (sur le prolétariat).

La hiérarchie des salaires, telle que renforcée par le sursalaire, légitime donc le pouvoir de l'encadrement capitaliste sur le prolétariat, mais aussi sur les rangs inférieurs de l'encadrement lui-même. Car il y a une hiérarchie des sursalaires. Pourquoi les capitalistes versent-ils des sursalaires importants à certains et faibles à d'autres ? La réponse tient sans doute à l'ampleur de la délégation dont telle ou telle fonction d'encadrement est l'objet. La

hiérarchie des sursalaires réplique la hiérarchie dans l'organisation de l'entreprise. Selon que vous avez à surveiller un grand ou un petit nombre de salariés, votre sursalaire sera grand ou petit. Si le haut de la hiérarchie gagnait moins que le bas, son pouvoir serait inexistant.

3 – Ménage à trois

Nous avons montré que la classe moyenne salariée est plus qu'une simple couche sociale définie par des niveaux de salaires intermédiaires. Nous avons montré que le passage progressif des bas salaires du prolétariat aux salaires moyens, puis élevés, de l'encadrement n'est pas une simple transition statistique, mais cache un changement dans la nature même du salaire. Ni le marché du travail, ni les différences dans la valeur des forces de travail ne suffisent à expliquer la hiérarchie des salaires. Il faut faire intervenir la notion de sursalaire. Cela se fait en analysant la façon dont le capital utilise la plus-value sociale totale. La classe moyenne salariée se définit par le fait qu'elle est destinataire d'une partie de cette plus-value sous la forme du sursalaire. Le capital consent à ce supplément de salaire pour payer l'encadrement de la production et de la circulation de la valeur et s'assurer du zèle et de la fidélité de la CMS.

Le fait d'être définie par sa fonctionnalité et la spécificité de ses revenus constitue la classe moyenne salariée en classe proprement dite. Il y a le prolétariat, défini par son statut de sans réserves, les capitalistes, détenteurs des moyens de production, et la CMS, caractérisée en même temps par son travail (qualifié) et par la fonction d'encadrement qu'elle exerce par délégation des capitalistes. Cette classe défend normalement ses intérêts dans ses rapports avec les autres classes. Nous voici confrontés au *ménage à trois* de la lutte des classes, par opposition au schéma à deux classes (l'affrontement prolétariat/capital) qui prévaut depuis longtemps (depuis Gorter?) dans les analyses théoriques de la société capitaliste moderne. Qu'est-ce que ça change ? L'apparition de la CMS dans le système des classes du mode de production capitaliste modifie-t-elle le statut de la contradiction entre prolétariat et capital comme moteur fondamental de la reproduction capitaliste ? La réponse est non, mais pour y parvenir, il faut préciser la position de la CMS par rapport aux deux autres classes.

Pour comprendre la position de la CMS dans le procès d'ensemble de la reproduction capitaliste, nous ferons de nouveau l'hypothèse que la CMS est productive – tout au moins dans la partie « travail » de son activité. Sur cette base, comment la CMS se situe-t-elle dans la contradiction fondamentale du MPC, celle qui existe entre prolétariat et capital, entre travail nécessaire et surtravail ?

Rappelons qu'une contradiction se définit comme un rapport antagonique entre deux pôles dont aucun ne peut s'autonomiser de l'autre. Ils ne peuvent donc régler leur antagonisme qu'en le faisant évoluer vers un dépassement qui annule le problème initial et/ou le porte vers une forme nouvelle. L'affrontement des classes engendrant la succession des modes de production, ou encore l'affrontement entre prolétariat et capital provoquant le passage de la plus-value absolue à la plus-value relative dans le MPC constituent de bons exemples. Dans les deux cas, la reproduction de la contradiction engendre son propre mouvement et l'histoire de façon immanente. La CMS est-elle dans un tel rapport soit avec le capital, soit avec le prolétariat ? Justement pas. Sa propre existence et son évolution dérivent d'un

rapport contradictoire qui la précède historiquement et logiquement, et qui la déterminent de façon externe. Il faut donc analyser la position de la CMS en fonction des aléas de la lutte prolétariat/capital, selon qu'on est dans le cours quotidien de la lutte de classes ou que celle-ci atteint le point d'éclatement de la contraction.

3.1 – La CMS dans le cours quotidien de la lutte de classes

Au fur et à mesure qu'il séparait le travail manuel et le travail intellectuel, le capital a dû s'adjoindre un personnel de plus en plus nombreux pour préparer et surveiller le travail manuel (taylorisme, fordisme). Cette évolution a engendré la classe moyenne salariée, spécialisée dans le travail intellectuel. Ces travailleurs, qui apparaissent d'emblée comme des auxiliaires des patrons, sont cependant des salariés. À ce titre, ne vont-ils pas entrer en lutte contre le capital? Voyons comment le salaire de la classe moyenne salariée se place dans l'ensemble du travail social. Considérons une journée de travail social:

/————–TNprol—– /–TNcms— //–SS—-/————-ST——————–/

Le prolétariat travaille une partie de sa journée pour créer l'équivalent de son salaire (TNprol). La CMS productive aussi doit travailler pour payer la valeur des marchandises nécessaire à sa reproduction (TNcms). TNprol + TNcms représentent l'ensemble du travail nécessaire de la société. Le reste de la journée de travail est du surtravail. Le salaire de la CMS est augmenté du sursalaire SS, pris dans la masse de la plus-value créée par le surtravail des prolétaires et de la CMS (cette masse est égale à SS+ST dans notre schéma). Représentée par TNcms+SS, la classe moyenne se situe entre prolétariat et capital. La CMS est donc un être hybride. En tant qu'elle touche un salaire, elle est amenée à affronter le capital quand elle estime que ce salaire est trop faible. Elle peut alors se trouver associée aux revendications du prolétariat. Mais en tant qu'elle touche un sursalaire, elle aura plutôt tendance à s'associer au capital pour renforcer la production de plus-value par le prolétariat. Selon les circonstances et ses intérêts, la CMS se trouve ainsi associée à l'une ou l'autre des deux classes fondamentales du MPC.

3.1.1 – La CMS contre le capital

Lorsque la CMS est associée au prolétariat contre le capital, c'est pour défendre son salaire, c'est-à-dire logiquement son sursalaire. Car si les salaires de la CMS sont attaqués, la première adaptation consiste à réduire (momentanément?) la surconsommation pour rester reproductible dans son statut de CMS. C'est la même défense de la surconsommation et du statut qu'on observe quand la CMS lutte seule (hormis la participation de quelques prolétaires à titre individuel) contre le capital. Dans ces cas-là, elle est généralement perdante. Elle le fait souvent au travers de luttes environnementales (Gezi 2013, Chine), mais aussi au travers de luttes « démocratiques » comme Occupy Wall Street. Ce mouvement a protesté essentiellement contre les 1% les plus riches de la société qui dominent les 99% restants. Il voulait obtenir du président Obama qu'il ordonne à une commission présidentielle de mettre fin à l'influence de l'argent sur les élus du Congrès à Washington. Rien de moins! Derrière ces postures vertueuses, il y a surtout le fait que la concentration de la richesse et du pouvoir dans une petite minorité au sommet de la société signifie que la CMS est en en train de perdre elle-même sa richesse et son influence. Son sursalaire est menacé, comme le montre l'accroissement démesuré du crédit étudiant aux

Etats-Unis. D'autres protestations politiques obéissent à une logique similaire quand la CMS défend sa surconsommation contre l'inflation et les pénuries « économiques » (Venezuela) ou « politiques » (Iran).

3.1.2 – La CMS contre le prolétariat

La CMS est payée pour agir contre les intérêts immédiats et quotidiens des prolétaires. En règle générale, elle remplit sa tâche dès la moindre revendication ou la plus petite grève. Elle fait tout pour enrayer la moindre initiative de résistance dans le prolétariat, que ce soit par le discours conciliateur, la menace de sanction, le sabotage de la grève ou le travail « jaune ». C'est bien là qu'elle justifie son sursalaire. Elle le fait aussi quand, dans un mouvement large où elle s'est d'abord trouvée associée au prolétariat, elle se retourne contre lui quand elle a obtenu satisfaction ou a renoncé au combat. Elle considère alors qu'il est temps que les travailleurs se remettent au travail et produisent la plus-value nécessaire au sursalaire.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, on a pu observer un tel retournement en Egypte lorsque le général Al-Sissi a annoncé, dans les premiers jours de juillet 2013, la destitution de Morsi, président de la République et la prise du pouvoir *de facto* par les militaires. Il avait derrière lui, à la télévision, le grand imam d'Al-Azhar, le grand pope, le secrétaire général du parti Nour (salafiste), le prix Nobel El-Baradei, et *last but not least*, Mahmoud Badr, le jeune leader de la campagne massive Tamarrod, qui mena à la gigantesque manifestation du 30 juin 2013 contre Morsi et à sa destitution, alors qu'il avait été démocratiquement élu. On a là une représentation très large des différentes catégories de la classe moyenne égyptienne. Peu importe les illusions que se faisaient ces gens-là sur l'esprit démocratique qui régnait dans les hautes sphères de l'armée. Ce qui est sûr, c'est que Morsi et ses Frères Musulmans n'étaient pas arrivés à mettre fin à la vague de grèves commencée dès avant la chute de Moubarak (février 2011), et que cette vague a presque complètement cessé au deuxième semestre de 2013, après le coup d'Etat de Sissi.

3.1.3 – Position de la CMS dans la contradiction prolétariat/capital

Se plaçant tantôt dans un camp, tantôt dans l'autre, la classe moyenne salariée joue-t-elle un rôle dans la reproduction de la contradiction qui fonde la société capitaliste? Oui, mais ce rôle est à préciser.

Dans la mesure où, associée à l'un des deux pôles de cette contradiction, elle pèse contre l'autre pôle, la CMS contribue à accentuer l'affrontement. Ainsi, lorsqu'elle demande une augmentation de salaire, elle menace les profits du capital et pousse le capital, au même titre que le prolétariat, à s'adapter en recherchant de nouvelles sources de plus-value, ou des augmentations de productivité, etc. « Au même titre », mais pas avec la même force que le prolétariat. D'abord parce que la CMS est moins nombreuses que le prolétariat, mais ensuite et surtout parce qu'elle est moins revendicative. C'est normal, puisqu'elle dispose de réserves. Dans l'ensemble, le cours quotidien de l'affrontement entre classe moyenne et capital est plutôt calme. C'est évidemment l'existence du sursalaire qui explique ce calme. Car le sursalaire permet la surconsommation, et élimine en temps normal la contrainte, qui pèse sur le prolétariat, de lutter pour le nécessaire.

Inversement, quand elle agit contre le prolétariat, la CMS renforce l'exploitation de celui-ci et favorise l'augmentation des profits du capital. Par contrecoup, elle pousse le prolétariat à la résistance, voire à la révolte, et relance donc la mécanique qui approfondit continuellement la contradiction entre les deux classes fondamentale.

La CMS apparaît donc comme un élément auxiliaire dans la contradiction prolétariat/capital. Ceci est une autre façon de dire qu'elle n'est pas elle-même dans un rapport de contradiction avec l'une ou l'autre classe. Dans son rapport au capital, et dans la mesure où elle est productive, elle est exploitée, car elle produit de la plus-value. L'exploitation qu'elle subit la rend-elle « anticapitaliste »? Non, puisqu'elle se définit aussi par son sursalaire, qui est une part de la plus-value sociale. Le rapport d'exploitation où elle se trouve est en quelque sorte compensé par le sursalaire. Ainsi que nous l'avons vu, la CMS est dans un rapport antagonique, mais non contradictoire avec le capital. Elle s'oppose à lui pour augmenter son salaire, mais ne veut surtout pas que le capital cesse, ou réduise, l'exploitation du prolétariat d'où vient la grande masse de la plus-value. D'où son réformisme indécrottable, même lorsqu'il se teint d'allures « radicales ».

Dans son rapport au prolétariat, la CMS est aussi une auxiliaire des capitalistes. Elle favorise l'exploitation du prolétariat, mais ne l'exploite pas directement. En effet, le sursalaire n'apparaît pas socialement comme une partie de la plus-value, et n'est pas une soustraction que les patrons opéreraient *post-festum* sur leurs profits. En général, il n'y a pas de corrélation visible *et individuelle* entre le zèle anti-prolétarien de tel ou tel salarié de la CMS et le niveau de sursalaire : ce n'est pas une prime directement proportionnelle au nombre de mesures disciplinaires que le petit chef va infliger à l'ouvrier. Et le sursalaire ne varie pas non plus en fonction des bilans trimestriels des entreprises. La CMS ne contrôle pas la collecte ni l'usage de la plus-value. Ce sont les capitalistes qui l'empochent et la répartissent entre différents usages possibles. La CMS participe à l'exécution des décisions qui s'ensuivent: investir, embaucher, licencier, etc. Mais elle n'est elle-même que salariée, et le capital le lui rappelle parfois brutalement.

Car il arrive que la CMS se révolte massivement contre le capital (Venezuela, Tunisie, Egypte) pour soutenir des revendications substantielles. La répression de la CMS, et pas seulement du prolétariat, est alors à la mesure de sa combativité. Nous examinerons certaines de ces révoltes plus loin. Contentons-nous ici d'observer que la résorption de ces révoltes ne constituent guère le dépassement d'une contradiction (ou sa reformulation à un niveau supérieur), au sens où, quelle que soit l'issue de l'affrontement entre CMS et capital, le retour à la normale dépend non pas du rapport CMS/capital, mais du rapport prolétariat/capital.

3.2 – La CMS dans la rupture du rapport prolétariat/capital

Exploitée mais touchant une part de plus-value, « exploiteuse » mais sans empocher elle-même les profits, la classe moyenne salariée ne joue donc qu'un rôle auxiliaire dans la mécanique de la contradiction fondamentale du MPC, qui est fondamentalement régie par la lutte entre prolétariat et capital pour le partage de la journée de travail. Cette contradiction est une donnée pour la CMS. En particulier, ce n'est pas la CMS qui pousse cette contradiction jusqu'à son point de rupture. La CMS n'a ni la volonté ni les moyens de rompre le rapport de présupposition réciproque qu'entretiennent les deux autres classes

entre elles. Mais quand cette rupture intervient, quand le prolétariat se soulève contre les capitalistes, que fait la classe moyenne salariée? La question est assez platonique, car une telle situation n'a pas eu lieu depuis les années 68 en France et en Italie – et encore ce ne sont pas là de véritables insurrections, mais seulement des situations qui permettent de s'en approcher.

Nous nous efforcerons plus loin d'approfondir l'analyse de la situation de la CMS dans un contexte de rupture insurrectionnelle. Pour le moment, il nous suffit de déduire de la place de la CMS dans le rapport d'exploitation qu'une rupture de celui-ci lui est forcément dommageable, puisque la production de plus-value est à l'arrêt dans toutes les zones où le prolétariat est insurgé. Dans toutes ces zones, aucune alliance n'est possible entre la CMS et le prolétariat révolutionnaire. Dans l'affrontement du prolétariat insurgé contre le capital, la CMS prendra le parti du capital en participant (activement ou passivement) à la répression.

Les fractions les plus avancées de la CMS, cependant, s'efforceront de ramener le conflit à un niveau plus quotidien, permettant la négociation. Elles pourront le faire en prenant appui dans les zones où l'insurrection n'a pas encore commencé, ou bien a déjà été défaite. Dans la mesure où elle interviendra, la CMS va donc s'efforcer de ramener le conflit entre prolétariat et capital au niveau de la négociation, niveau où la production de plus-value est rétablie, même si des conflits continuent. Tout le personnel politique et syndical va s'y employer, mais la CMS en tant que telle peut aussi contribuer en participant à la lutte. Elle s'associera au prolétariat pour réclamer des augmentations de salaires, et y ajoutera la revendication de réformes institutionnelles. Elle s'inscrira ainsi, avec une partie du prolétariat, dans une forme avancée de contre-révolution, en promouvant des luttes qui gêneront certains capitalistes, faisant ainsi la preuve de sa sincérité « anti-capitaliste ». La classe moyenne pourra appuyer ses « propositions constructives » sur la partie du prolétariat qui n'est pas engagé dans une pratique d'affrontement pur, mais qui peut-être lutte quand même, revendique, etc. En outre, elle pourra « capitaliser » sur des défaites ou des reculs du prolétariat insurgé pour en gagner au moins une partie à la cause des « reformes » et du « réalisme ». Et pour faire valoir ses propositions contre-révolutionnaires, elle ira jusqu'à faire le sale boulot contre les fractions les plus incontrôlables du prolétariat, dans la mesure où ses tentatives d'isoler ces fractions aura réussi.

Dans une phase de crise profonde et d'éclatement de la présupposition réciproque des classes, aucune alliance n'est donc envisageable entre la CMS et le prolétariat révolutionnaire. Ce n'est que dans la version programmatique de la théorie que le prolétariat pouvait envisager d'entraîner politiquement une fraction au moins de la classe moyenne (en partie non salariée) dans sa révolution – et encore pas forcément jusqu'au bout. À présent, cette perspective n'est plus de mise. On la trouve parfois sous une forme dérisoire dans des textes militants, y compris prétendument proches de la communisation. Par exemple:

« C'est à une minorité d'actuel-le-s et de futur-e-s prolétaires refusant de travailler (travailleur-e-s, lycéen-ne-s), mais aussi de déserteurs de leur classe (étudiant-e-s insoumis, membres subversifs de l'encadrement, etc.) qu'il revient d'exhorter – sans diriger comme une avant-garde – cette subjectivité vivante résistante en chacun, contre *l'homo*

oeconomicus qui est en eux et contre l'idéologie du travail et de ses zélateurs ». (Comité érotique révolutionnaire, *Libérons nous du travail – en partant du printemps* 2016, Éd. Divergences 2016, p. 47)

La classe moyenne nous apparaît ici sous la forme du militant venant à la rencontre du prolétariat, non pas pour le diriger, certes, mais pour l'exhorter à se purifier des intérêts économiques qu'il nourrit.

Ou encore:

«Il nous faut aller à la rencontre, dans tous les secteurs, sur tous les territoires où nous habitons, de ceux qui disposent des savoirs techniques stratégiques. […] Ce processus d'accumulation de savoir, d'établissement de complicités en tous domaines, est la condition d'un retour sérieux et massif de la question révolutionnaire». (Comité Invisible, *À nos amis*, La Fabrique 2014, p. 96)

Ici, le militant part à la rencontre d'autres membres de la classe moyenne salariée, ceux qui détiennent les savoirs nécessaires à la production. Certes, il ne s'agit pas d'être leurs commissaires politiques, mais leurs complices, leurs copains.

La grande naïveté de telles propositions tient à ce que les choix politiques et idéologiques des individus priment sur l'appartenance de classe, qui n'est là que pour faire de la figuration ; ce sont des raisonnements qui n'ont de sens que dans une société qui – en prospérité ou en récession – tourne à peu près rond et permet donc la démarche politique – aussi vaine soit-elle. Quand la classe moyenne cherche une alliance avec le prolétariat, elle l'envisage sous la forme de la *politique*. Dans la communisation, il n'y aura pas de politique révolutionnaire, *a fortiori* pas d'alliance politique entre prolétariat et CMS. Face au prolétariat cherchant à se nier, à abolir immédiatement les classes et à dépasser le travail et l'économie, la classe moyenne salariée sera amenée à défendre salaire et sursalaire. Dans sa participation aux tentatives de contre-révolution, la CMS aura beau jeu de faire valoir son savoir-faire productif *et* d'encadrement. Elle trouvera là la base d'une double alliance, avec une fraction du prolétariat d'un côté et avec une fraction « progressiste » du patronat de l'autre, et tiendra ainsi bien son rôle d'auxiliaire dans la contradiction prolétariat/capital.

4 – La classe du *quiproquo*

Essayons de conclure. L'apparition d'une troisième classe au sein du mode de production capitaliste ne modifie pas fondamentalement l'analyse qu'on peut en faire. La contradiction prolétariat/capital reste le seul moteur de l'évolution de la société capitaliste, et la CMS n'intervient dans cette évolution que de façon auxiliaire, comme intermédiaire. Ses interventions elles-mêmes, d'ailleurs, ne sont explicables que par les aléas du rapport d'exploitation du prolétariat, qui est le déterminant premier de la masse disponible de plus-value, et donc des possibilités de sursalaire. Dès lors, pourquoi introduire la CMS dans le rapport social d'ensemble? D'abord parce qu'il s'agit d'une masse relativement importante de population, qu'on ne peut classer ni dans la bourgeoisie ni dans le prolétariat. Et il est possible de la définir comme classe sur la base des mécanismes fondamentaux de la reproduction du MPC. Ensuite parce que la classe moyenne est entrée en lutte, au moins depuis le début de ce siècle, et qu'elle se fait ainsi connaître dans sa spécificité. Sans doute

ces luttes n'ont-elles qu'un intérêt secondaire pour nous. Que nous importe que Ben Ali et Moubarak soient destitués ou non? Quel intérêt pour nous y a-t-il à ce que Moussavi soit élu ou pas à Téhéran (2009)? La réponse est d'une part que l'analyse de ces luttes fait partie de l'activité normale de la théorie communiste, qui se doit de comprendre tous les aléas et les soubresauts de la société capitaliste. « Comprendre », mais aussi évaluer. C'est-à-dire s'efforcer de voir le rapport qu'il peut y avoir entre la CMS comme réalité socio-historique et la possibilité du communisme. Pour nous, l'analyse de la société capitaliste n'a d'intérêt qu'à la condition qu'elle nous fasse avancer sur la compréhension du communisme, de sa possibilité, des obstacles auxquels il est confronté. Or il se trouve que les luttes récentes de la classe moyenne salariée ont donné lieu à beaucoup de *quiproquo*. La classe moyenne est très présente dans de nombreuses luttes récentes à travers le monde, et elle en complique souvent la compréhension, notamment en incitant beaucoup de commentateurs à voir une révolution là où il n'y en a pas, ou à voir le prolétariat en première ligne alors qu'il est à la remorque des événements. Par exemple, et sans aller jusqu'à parler de révolution, le mouvement français de 2016 contre la loi Travail a suscité bien des espoirs et des analyses qui le surévaluent grandement. Une partie de la classe moyenne française a joué à l'insurrection, à côté d'une petite fraction du prolétariat qui revendiquait, quoique de façon peu ludique en général. Ce conflit fera l'objet de notre prochain épisode.

B.A. – R.F.,

juin 2017

Notes :

1 Quant aux travailleurs improductifs, la valeur de leur force de travail est également établie à partir de la valeur des marchandises dont ils ont besoin pour se reproduire. La seule différence est que ce n'est pas *leur* travail qui produit cette valeur, mais celui des travailleurs productifs qui a engendré la plus-value requise pour les payer.

2 Voir Bruno Astarian, *Le Travail et son dépassement*, Senonevero, 2001, première partie.